

d'intensifier les négociations. Il reste encore beaucoup de travail à faire dans ce domaine.

Comme en témoignent les nombreux textes détaillés actuellement à l'étude, nous avons accompli des progrès dans le domaine des règles commerciales, mais il reste encore quelques questions fondamentales à régler. Ainsi, nous avons progressé sur le plan des services en élaborant une ébauche d'entente-cadre, mais il reste encore beaucoup à faire dans le domaine de la libéralisation des secteurs. Nous devons également poursuivre les négociations sur la propriété intellectuelle et les mesures d'investissement.

On sent que certaines questions accentuent les tensions entre pays développés et pays en développement. Cette tendance ne peut qu'anéantir les espoirs que nous avons fondés sur l'Uruguay Round, et c'est pourquoi nous devons la combattre. Nous devons reconnaître les besoins des pays en développement en leur accordant un traitement particulier et différent. Mais il faut que ces pays admettent à leur tour que le système des échanges multilatéraux libres a largement contribué, et peut encore contribuer, à leur développement économique. D'où l'importance de leur pleine participation non seulement aux droits mais aussi aux obligations relatifs au système.

La libéralisation des échanges est visiblement dans notre intérêt à tous. La montée du protectionnisme et de l'unilatéralisme nuit à nos économies. Dernièrement, on concluait dans un rapport publié par la chambre du commerce et de l'industrie de la région Asie-Pacifique que la simple élimination des tarifs entre, notamment, les États-Unis et le Japon amènerait une croissance économique de l'ordre de 100 milliards de dollars. Des NCM menées à bonne fin engendreraient des avantages de plusieurs fois supérieurs à ce chiffre et nous profiteraient à tous. À preuve : la force remarquable du commerce extérieur qui s'explique en grande partie par l'issue favorable des négociations précédentes du GATT. Par ailleurs, dans le même rapport, on renforce la conclusion des études qui indiquent que si les tendances protectionnistes se maintiennent, les occasions manquées coûteront très cher. C'est une expérience douloureuse que nous avons vécue avant que le système actuel de commerce multilatéral ne soit établi. L'Histoire nous montre que le protectionnisme de chaque pays nuit au pays qui se protège et à ses partenaires commerciaux.

L'issue de bon nombre de nos efforts collectifs et individuels des trois dernières années est incertaine. Bien entendu, la réalité politique est toujours plus complexe que la théorie économique. Chaque pays a ses groupes nationaux d'intérêt qui représentent un vrai public d'électeurs avec de vraies préoccupations. C'est donc dire qu'il y a des limites à ce que nous pouvons accepter sur le plan politique.